

Le bonheur est... de l'autre côté de la Méditerranée

MAROC Fuyant la crise en Europe, une partie de la diaspora marocaine rentre au pays, où les perspectives d'avenir semblent moins obscures. Si le phénomène est encore limité, il s'amplifie et l'Etat chérifien multiplie les dispositifs pour aider au mieux ses ressortissants dans leurs démarches. **Par Yasmina Lahlou**

Leurs parents ou grands-parents ont quitté le Maroc dans l'espoir de construire une vie meilleure en Europe. D'autres y sont venus plus récemment pour étudier ou travailler. Aujourd'hui, certains font le chemin inverse : immigrés de première, deuxième ou troisième génération quittent désormais la France, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas ou l'Italie pour (re)venir vivre dans leur pays d'origine, animés par la foi en un avenir meilleur ici et non plus là-bas.

Lassitude en Europe

On assiste même à une double inversion du sens de cette émigration puisque même des Européens "de souche" décident d'émigrer au Royaume pour y trouver du travail. Le monde à l'envers ! Mais quelles sont les motivations au retour des Marocains du monde ? Celui est-il définitif ? Quelles difficultés, mais aussi quelles facilités rencontrent-ils ? Le Maroc répond-il positivement à leurs attentes ?

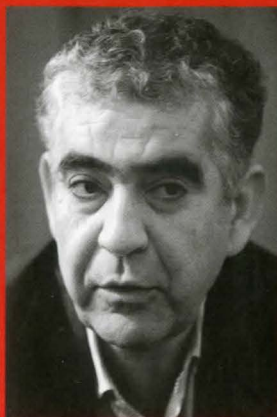
Certes, la crise que traverse le Vieux Continent pousse certains binationaux à (re)venir au Maroc. Emplois précaires, conditions de travail pénibles,



baisse du pouvoir d'achat, morosité ambiante, ciel gris, bas et lourd... A Paris, en banlieue ou en province, c'est le même constat : les gens sont fatigués.

"Dans ce contexte de crise, nos compatriotes à l'étranger se portent plutôt bien. Hormis ceux d'Espagne qui travaillent dans des secteurs tels que l'agriculture ou le bâtiment et qui sont sévèrement tou-

chés, explique Abdellatif Mázouz, ministre en charge des MRE sous le gouvernement Benkirane I. En règle générale, nos migrants sont patients, courageux et possèdent de grandes facultés d'adaptation. Certains surmontent leurs difficultés grâce au système D et envoient leur famille au pays lorsqu'ils ne peuvent plus subvenir à ses besoins."



INTERVIEW

DRISS EL YAZAMI

Président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME)

“Exit la fuite ou le retour des cerveaux. Place à l'immigration choisie et à la mobilité”

Afin d'aider ses ressortissants, l'Etat chérifien a pris des mesures – tant au Maroc qu'à l'étranger. Le ministère des MRE a entrepris des actions à la fois diplomatiques et sociales. Il est notamment intervenu auprès des gouvernements de plusieurs pays afin d'éviter que les immigrés perdent leurs droits aux allocations ou que les frais de scolarité augmentent. Il œuvre aussi à l'octroi de bourses d'études, à l'envoi d'instituteurs enseignant en arabe vers les pays d'accueil ou au financement des vacances pour les enfants (1 400 enfants ont été pris en charge conjointement avec la fondation Hassan-II pour les MRE au cours de l'été 2013).

Le Maroc bouge

“En parallèle, nous avons mené un travail préventif”, explique Abdellatif Mâzouz. Objectif: vendre les compétences des MRE aux pays épargnés par la crise et potentiellement recruteurs. Enfin, parmi les autres initiatives prises par le ministère: le lancement des portails Maghribank.ma, destiné à rendre plus accessible l'offre bancaire, et Maghribcom.ma, dédié à l'emploi des Marocains de l'étranger.

Mais la recherche d'un emploi n'est pas le seul motif qui pousse au retour. Le timing est favorable, le Maroc bouge, change, se modernise, il y a beaucoup d'opportunités à saisir et la possibilité de réaliser ses ambitions professionnelles. Cadres supérieurs, entrepreneurs, créateurs d'entreprises et autres golden boys y parviennent souvent avec succès. Il y a aussi, bien sûr, l'attachement viscéral au pays d'origine et la volonté d'apporter sa pierre à l'édifice collectif.

Le retour de la diaspora n'est ni massif ni marginal. Sur les 4,5 millions de citoyens migrants (légaux), il y aurait 20 000 retours par an (flux net). “Ce redéploiement est relatif et le phénomène reste limité”, conclut le ministre. ■

Quel est l'impact de la crise économique sur la diaspora ?

C'est en Espagne qu'elle est la plus touchée, avec 52 % des Marocains au chômage. C'est énorme dans un pays où la diaspora marocaine est la première communauté étrangère avec plus de 800 000 MRE! A cela s'ajoutent plusieurs difficultés comme le fait que les prestations sociales sont plus faibles qu'en France et que les immigrants marocains sont généralement peu qualifiés. Ils sont donc confrontés aux difficultés d'accès aux filières de reconversion, du type maçonnerie vers plomberie.

Quelles sont les réponses apportées par l'Etat pour aider les MRE ?

Historiquement, l'Etat marocain a toujours accordé une grande importance à ses immigrés et a mis en place différents dispositifs à son intention. D'après les *diaspora studies* (l'étude des diasporas et des relations qu'elles entretiennent avec leur pays d'origine) menées dans les universités américaines, le Royaume est l'un des rares pays au monde à avoir mis en place très tôt une réelle politique de gestion de l'immigration. C'était la volonté du roi Hassan II – et Mohamed VI s'inscrit dans la continuité – avec, entre autres, la création, dès le début des années 70, de la fondation Hassan-II pour les MRE et de la banque Al Amal. Ces organismes les soutiennent par diverses prestations et aides sociales, culturelles, scolaires, immobilières et autres.

Outre ces dispositifs déjà mis en place, quelles solutions supplémentaires préconisez-vous ?

En tant que président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, je plaide en faveur de la création d'une agence marocaine des mobilités internationales: une agence public-privé qui soutiendrait les Marocains dans leurs allers et retours entre pays d'origine et pays d'immigration. Ce serait un espace d'information mais surtout

de mutualisation des efforts, des compétences et des connaissances. Bref, l'interface privilégiée entre le Maroc et les MRE!

Quelles sont les motivations des MRE qui s'installent au Maroc ?

Ils ont pleinement intériorisé leur double (voire triple) nationalité et vivent sereinement leur appartenance à deux sociétés. Loin des préjugés du migrant comme victime n'ayant pas de maîtrise sur son devenir, le MRE est un acteur rationnel qui sait calculer les risques et les opportunités, les avantages et inconvénients. Il sait saisir les opportunités qui se présentent d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée. Et le Maroc, malgré le contexte de crise internationale, présente une croissance soutenue depuis plusieurs années – de l'ordre de 5 % par an.

Autre motivation: les MRE souhaitent contribuer au développement du Royaume. De nombreux cadres de haut niveau veulent réaliser quelque chose, des associations sont porteuses d'un projet local dans leur village d'origine, etc. Par ailleurs, on ne peut plus parler aujourd'hui de fuite ni de retour des cerveaux. On doit parler d'immigration choisie et de mobilité. Les gens s'inscrivent dans la mobilité et non plus dans une logique de choix définitif. C'est la marque qu'ils sont totalement entrés dans la mondialisation et dans la modernité.

Pourquoi l'Etat marocain a-t-il intérêt à soutenir le retour de sa diaspora ?

Selon l'OCDE, 16 % des Marocains du monde étaient des bac+6 en 2004 et plus encore aujourd'hui. Toutes ces compétences représentent une opportunité extraordinaire pour le pays, qui doit relever le défi de mobiliser les compétences de ce qu'on appelle la diaspora scientifique, technique et économique. Cette mobilisation est un réel enjeu au niveau mondial et la concurrence est acharnée pour la captation des compétences. Cela, le Maroc l'a heureusement bien compris depuis longtemps.